



CHAPITRE 68

Loi refondant la charte de la Commission
des écoles catholiques de Québec

[Sanctionnée le 28 février 1963]

Préam-
bule.

ATTENDU que La Commission des écoles catholiques de Québec a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle est actuellement régie par la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus 1941, chapitre 59 et ses amendements) ainsi que par une charte édictée et modifiée par de nombreuses lois tant générales que spéciales, qui la rendent d'interprétation difficile et qu'il serait opportun pour sa bonne administration, que sa charte soit refondue;

Qu'elle a besoin de pouvoirs plus amples pour lui permettre de mieux pourvoir aux besoins de son expansion et pour mieux servir la population écolière grandissante;

Attendu qu'elle a demandé l'adoption d'une loi aux fins ci-dessus et qu'il est à propos de faire droit à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Charte de la Commission des écoles catholiques de Québec*.

"commis-
sion".

2. Dans la présente loi, le mot "commission" désigne La Commission des écoles catholiques de Québec.

Disposi-
tions ap-
plicables.

3. Le chapitre 59 des Statuts refondus de Québec, 1941, et ses amendements,

CHAPTER 68

An Act to consolidate the charter of The
Catholic School Commission of Quebec

[Assented to 28th February 1963]

WHEREAS The Catholic School Commission of Quebec has, by its petition, represented :

That it is now governed by the Education Act (Revised Statutes, 1941, chapter 59 and its amendments) as well as by a charter enacted and amended by many acts, both general and special, which render it difficult of interpretation and it would be expedient, for its good management, that its charter be consolidated;

That it requires more extensive powers to enable it to make better provision for the needs of its development and to provide better service for the growing school population;

Whereas it has prayed for the passing of an act for the above purposes and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. This act may be cited as the *Charter of The Catholic School Commission of Quebec*.

2. In this act the word "Commission" means The Catholic School Commission of Quebec.

3. Chapter 59 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, and its amendments, to apply.

étant la Loi de l'instruction publique, ainsi que toute refonte et tout amendement subséquent d'icelui, s'appliquent à la commission et forment partie de sa charte, excepté dans les cas où la présente loi contient des dispositions inconciliables.

being the Education Act, and all revisions thereof and all subsequent amendments thereto, shall apply to the Commission and form part of its charter, save in cases where this act contains inconsistent provisions.

Constitution. 4. Une corporation appelée La Commission des écoles catholiques de Québec est constituée par la présente loi.

4. A corporation called The Catholic School Commission of Quebec is hereby constituted.

Succes-sion. Cette commission succède aux droits et obligations de "Le Bureau de commissaires d'écoles catholiques romains de la cité de Québec" constituée en corporation par l'article 10 de la loi 34 Victoria, chapitre 12, et dont le nom a subséquemment été changé en celui de "La Commission des écoles catholiques de Québec" par la loi 14 George VI, chapitre 78.

Such Commission shall succeed to the rights and obligations of "The Roman Catholic Board of School Commissioners of the city of Quebec" incorporated by section 10 of the act 34 Victoria, chapter 12, the name of which was subsequently changed by the act 14 George VI, chapter 78, to that of "The Catholic School Commission of Quebec".

Commis-saires. 5. La commission est formée de sept commissaires professant la religion catholique romaine, domiciliés dans la cité de Québec, nommés pour trois ans comme suit: quatre commissaires dont un de langue anglaise par le lieutenant-gouverneur en conseil et trois commissaires par l'Archevêque de Québec ou celui qui exerce ses pouvoirs.

5. The Commission shall consist of seven commissioners professing the Roman Catholic religion and domiciled in the city of Quebec, appointed for three years as follows: four commissioners, one of them English-speaking, by the Lieutenant-Governor in Council and three commissioners by the Archbishop of Quebec or the person exercising his powers.

Fonctions conti-nuées. 6. Les commissaires actuels restent en fonction jusqu'à l'expiration de leur présent mandat.

6. The present commissioners shall remain in office until the expiration of their existing mandate.

Vacance. 7. La charge de commissaire d'école devient vacante par décès, démission ou absence aux réunions durant trois mois consécutifs. En ce cas, sur rapport du secrétaire, un nouveau titulaire est nommé pour remplir le reste du terme d'office par l'autorité qui avait nommé le commissaire qu'il s'agit de remplacer.

7. The office of school commissioner shall become vacant by death, resignation or absence from meetings during three consecutive months. In such case, upon report by the secretary, a new appointee shall be designated for the remainder of the term of office by the authority who appointed the commissioner to be replaced.

Siège so-cial. 8. Le siège social de la commission est dans la cité de Québec.

8. The corporate seat of the Commission shall be in the city of Quebec.

Président et vice-président. 9. A la première session qui suit la nomination des commissaires pour un nouveau mandat ou, le cas échéant la vacance de la charge, les commissaires élisent parmi eux un président et un vice-président.

9. At the first meeting following the appointment of the commissioners for a new term of office, or a vacancy, as the case may be, the commissioners shall elect from among themselves a chairman and a vice-chairman.

Durée d'office. 10. Le président et le vice-président sont élus pour la durée des fonctions des commissaires.

10. The chairman and the vice-chairman shall be elected for the term of office of the commissioners.

Pouvoirs
du prési-
dent.

11. En plus des pouvoirs qui lui sont conférés par la Loi de l'instruction publique, le président exerce tous les pouvoirs administratifs qui lui sont assignés par résolution de la commission.

11. In addition to the powers conferred upon him by the Education Act, the chairman shall exercise all the administrative powers assigned to him by resolution of the Commission. Powers of chairman.

Vice-pré-
sident.

12. Le vice-président a pour fonction d'assister le président. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du président, le vice-président le remplace. Il est alors assujetti aux mêmes obligations que le président et possède tous les pouvoirs de ce dernier.

12. It shall be the duty of the vice-chairman to assist the chairman. In case the chairman is absent or unable to act, the vice-chairman shall replace him. He shall then be subject to the same obligations as the chairman and shall have all the powers of the latter. Vice-chairman.

Traite-
ments.

13. Le traitement du président et des autres membres de la commission est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

13. The salary of the chairman and of the other members of the Commission shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council. Salaries.

Secrétaire
et trésorier.

14. Par dérogation à l'article 315 de la Loi de l'instruction publique, il est loisible à la commission de nommer deux personnes pour remplir les fonctions du secrétaire-trésorier, dont l'une est désignée sous le nom de secrétaire et l'autre sous le nom de trésorier. Dans ce cas la commission détermine par résolution la répartition entre les deux officiers des droits, pouvoirs et obligations tels qu'ils sont prévus par la Loi de l'instruction publique.

14. Notwithstanding section 315 of the Education Act, the Commission may appoint two persons to perform the duties of secretary-treasurer, one to be called the secretary and the other the treasurer. In such case the Commission, by resolution, shall divide between the two officers the rights, powers and obligations as they are contemplated by the Education Act. Secretary and treasurer.

Adjoints.

15. La commission peut nommer un adjoint au secrétaire et un adjoint au trésorier. Tout secrétaire adjoint possède les mêmes droits et pouvoirs et est assujetti aux mêmes obligations que le secrétaire mais il accomplit les devoirs de sa charge sous la direction de ce dernier. Au cas d'absence ou d'incapacité d'agir du secrétaire, le secrétaire adjoint le remplace d'office.

15. The Commission may appoint an assistant to the secretary and an assistant to the treasurer. Every assistant secretary shall have the same rights and powers and shall be subject to the same obligations as the secretary but he shall perform the duties of his office under the direction of the latter. In case the secretary is absent or unable to act, the assistant secretary shall replace him *ex officio*. Assistants.

Idem.

Si la commission nomme un adjoint au trésorier, l'alinéa qui précède s'applique *mutatis mutandis*.

Should the Commission appoint an assistant to the treasurer, the preceding paragraph shall apply *mutatis mutandis*. Idem.

Juridic-
tion.

16. La commission exerce sa juridiction sur tout le territoire compris dans les limites de la cité de Québec et sur tout le territoire qui pourra à l'avenir faire partie de la dite cité.

16. The Commission shall have jurisdiction over all the territory within the limits of the city of Québec and over all the territory which hereafter may form part of the said city. Jurisdiction.

Immeu-
bles.

17. La commission peut posséder des meubles et immeubles pour un montant illimité.

17. The Commission may hold moveables and immoveables for an unlimited amount. Property.

Pensions. **18.** La commission est autorisée à continuer de verser à même ses fonds généraux une pension à ses employés des services administratifs et d'entretien présentement retraités, et elle pourra aussi, par résolution soumise à l'approbation du ministre de la jeunesse et de la Commission municipale de Québec, être autorisée à verser une pension à ses employés des services administratifs et d'entretien qui seront retraités avant le premier juillet 1965.

Acquisition de terrains, etc. **19.** La commission, avec l'autorisation du ministre de la jeunesse et de la Commission municipale de Québec, peut acquérir de gré à gré ou, à défaut d'entente avec le propriétaire par voie d'expropriation, toute propriété ou terrain qu'elle juge nécessaire pour la construction ou l'agrandissement d'écoles et leurs dépendances ainsi que pour l'aménagement de terrains de jeux pour les dites écoles. Le pouvoir d'expropriation est assujéti aux dispositions de l'article 269 de la Loi de l'instruction publique.

S.R., c. 59, a. 248, remp. pour la commission. **20.** L'article 248 de la Loi de l'instruction publique est remplacé pour la commission par le suivant:

Emprunts temporaires. **"248.** La commission, par résolution approuvée par le ministre de la jeunesse et par la Commission municipale de Québec, peut contracter des emprunts temporaires et les renouveler pour une période de plus de six mois. Le remboursement de tels emprunts temporaires peut être effectué au moyen d'emprunts contractés en vertu de l'article 242."

Fac-similé de signature. **21.** Le fac-similé de la signature du président peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les obligations de la commission, et tel fac-similé a le même effet que si la signature elle-même y était apposée.

Idem. Le fac-similé des signatures du président et du trésorier peut être gravé, lithographié ou imprimé sur les chèques émis par la commission et tel fac-similé a le même effet que si les signatures elles-mêmes y étaient apposées.

18. The Commission is authorized to continue to pay out of its general funds a pension to its employees of the administrative and maintenance services who are now superannuated, and it may also, by resolution subject to approval by the Minister of Youth and the Quebec Municipal Commission, be authorized to pay a pension to its employees of the administrative and maintenance services who shall be superannuated before the first of July 1965.

19. The Commission, with the authorization of the Minister of Youth and of the Quebec Municipal Commission, may acquire by agreement or, failing agreement with the owner, by expropriation, any property or land which it deems necessary for the construction or enlargement of schools and their dependencies as well as for the organization of playgrounds for the said schools. The power of expropriation shall be subject to the provisions of section 269 of the Education Act.

20. Section 248 of the Education Act is replaced for the Commission by the following:

"248. The Commission, by resolution approved by the Minister of Youth and the Quebec Municipal Commission, may contract temporary loans and renew them for a period exceeding six months. Such temporary loans may be repaid by means of loans contracted under section 242."

21. The facsimile of the signature of the chairman may be engraved, lithographed or printed on the bonds of the Commission, and such facsimile shall have the same effect as if the signature itself were affixed thereto.

The facsimile of the signatures of the chairman and of the treasurer may be engraved, lithographed or printed on the cheques issued by the Commission and such facsimile shall have the same effect as if the signatures themselves were affixed thereto.

Certain pensions.

Acquisition of land, etc.

R.S., c. 59, s. 248, replaced for Com.

Temporary loans.

Facsimile signature.

Idem.

Disposi-
tions non
applica-
bles.

22. Les articles 244, 291, 292, 293, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 348, 349 de la Loi de l'instruction publique ne s'appliquent pas à la commission.

Avis spé-
cial.

23. Tout avis spécial que la commission est tenue de donner est expédié par lettre recommandée à la dernière adresse connue du destinataire.

Avis pu-
blics.

24. La publication d'un avis public dans la municipalité scolaire de Québec se fait par une insertion dans un journal publié en français et dans un journal publié en anglais dans la cité de Québec.

Listes:

25. Chaque propriétaire dont le nom apparaît sur le rôle d'évaluation est classé dans l'une des quatre listes distinctes qui suivent:

No 1;

La liste numéro 1 comprend la propriété foncière imposable appartenant exclusivement à des catholiques romains;

No 2;

La liste numéro 2 comprend la propriété foncière imposable appartenant exclusivement à des protestants. Elle comprend aussi la propriété imposable appartenant à des personnes qui ne sont ni catholiques romaines ni protestantes, sauf celles qui ont demandé par écrit aux cotiseurs d'inscrire leur propriété sur la liste numéro 1;

No 3;

La liste numéro 3 comprend la propriété foncière imposable appartenant à des corporations ou à des compagnies légalement constituées ou détenue pour leur compte par un ou des individus. Cette liste comprend également la propriété foncière imposable appartenant par indivis à des personnes dont l'une ou plusieurs sont catholiques et dont l'autre ou les autres ne le sont pas;

No 4.

La liste numéro 4 comprend les propriétés foncières exemptées de taxe suivant la Loi de l'instruction publique. Les propriétés possédées pour en retirer un revenu par des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation seront inscrites sur la liste numéro 1 ou sur la liste numéro 2 selon la dénomination religieuse à laquelle appartiendront telles institutions ou corporations, ou suivant les déclarations qui seront faites par elles

22. Sections 244, 291, 292, 293, 295, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 348, 349 of the Education Act shall not apply to the Commission. Provisions not to apply.

23. Any special notice which the Commission may be required to give shall be sent by registered mail to the last known address of the person for whom it is intended. Special notice.

24. A public notice in the school municipality of Quebec shall be published by one insertion in a newspaper published in French and in a newspaper published in English in the city of Quebec. Public notices.

25. Each owner whose name appears on the valuation roll shall be entered in one of the following four separate panels: Panels:

Panel number 1 shall comprise the taxable real estate belonging exclusively to Roman Catholics; Num-ber 1;

Panel number 2 shall comprise the taxable real estate belonging exclusively to Protestants. It shall also comprise the taxable real estate belonging to persons who are neither Roman Catholics nor Protestants, except those who have applied in writing to the assessors to have their property entered in panel number 1; Num-ber 2;

Panel number 3 shall comprise the taxable real estate belonging to corporations or companies legally incorporated or held on their behalf by individuals. Such panel shall also comprise the taxable real estate belonging in undivided ownership to persons of whom one or more are Catholics and the other or others are not; Num-ber 3;

Panel number 4 shall comprise all real estate exempt from taxation in accordance with the Education Act. Property held for revenue purposes by religious, charitable or educational institutions or corporations shall be entered on panel number 1 or on panel number 2 according to the religious denomination to which such institutions or corporations belong, or according to their declarations made in that regard, and if the religious denomi- Num-ber 4.

à cet effet, et si la dénomination religieuse n'est pas apparente et s'il n'est fait aucune telle déclaration, elles seront placées sur la liste numéro 3.

nation is not apparent and no such declaration is made, such property shall be entered on panel number 3.

Indication au rôle.

26. Les cotiseurs dûment nommés par la cité de Québec en vertu des dispositions de la loi qui la régit, doivent, lors de la préparation du rôle d'évaluation de la cité de Québec, indiquer en regard de la désignation de chaque lot ou propriété, en outre des autres mentions prescrites, la liste à laquelle chaque propriétaire appartient.

26. The assessors duly appointed by the city of Quebec under the act whereby it is governed, at the time of the preparation of the valuation roll of the city of Quebec, shall indicate opposite the description of each lot or property, in addition to the other prescribed entries, the panel to which each owner belongs.

Entries on valuation roll.

Plaintes par la commission.

27. Dans tous les cas où la commission se croit lésée par toute entrée quelconque faite dans quelqu'un des livres de cotisation ou d'évaluation de la cité de Québec, ou d'une inscription erronée ou omission sur l'une quelconque de ces listes, le secrétaire de la commission, au nom de cette dernière, peut porter plainte contre telle entrée, inscription ou omission, en la manière et dans le temps prescrit par la charte de la cité de Québec.

27. Whenever the Commission shall consider itself aggrieved by an entry made in any of the assessment or valuation books of the city of Quebec, or any erroneous entry or omission in any such panel, it shall be competent for the secretary of the Commission, in the name of the latter, to complain of any such entry or omission, in the manner and within the time prescribed by the charter of the city of Quebec.

Complaints by Commission.

Imposition de taxe.

28. La commission impose la taxe pour le maintien des écoles et des services d'enseignement sous son contrôle.

28. The Commission shall impose the tax for the maintenance of the schools and teaching services under its control.

Imposition of tax.

Taux.

29. Le taux de la taxe sur les propriétés inscrites sur la liste numéro 1 est fixé par la commission. Le taux de la taxe sur les propriétés inscrites sur la liste numéro 2 est fixé par le Bureau de commissaires d'écoles protestants de la cité de Québec.

29. The rate of the tax on the properties entered on panel number 1 is fixed by the Commission. The rate of the tax on the properties entered on panel number 2 is fixed by The Protestant board of school commissioners of the city of Quebec.

Rate of tax.

Idem.

Le taux de la taxe sur les propriétés inscrites sur la liste numéro 3 est fixé d'un commun accord entre la commission et le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain et, à défaut d'entente, par le ministre de la jeunesse. Ce taux pourra être différent de ceux adoptés pour les propriétés inscrites soit sur la liste numéro 1, soit sur la liste numéro 2.

The rate of the tax on the properties entered on panel number 3 is fixed by mutual agreement between the Commission and The Protestant School Board of Greater Quebec and, in default of agreement, by the Minister of Youth. Such rate may be different from those adopted for the properties entered either on panel number 1 or on panel number 2.

Idem.

Avis à la cité de Québec.

Avant le premier mars de chaque année, chacune des commissions scolaires précitées doit informer la cité de Québec du taux de la taxe imposée sur les propriétés inscrites sur les listes numéros 1, 2 et 3.

Before the first of March of each year, each of the above mentioned school boards shall inform the city of Quebec of the rate of the tax to be imposed on properties entered on panels numbers 1, 2 and 3.

Notice to city of Quebec.

Partage.

Le produit de la taxe prélevée sur les propriétés inscrites sur la liste numéro 3

The proceeds of the tax levied on properties entered on panel number 3 shall

Division of certain taxes.

sera partagé entre la commission et le Bureau des écoles protestantes de Québec métropolitain suivant le sous-paragraphe *b* du paragraphe 2 de l'article 422 de la Loi de l'instruction publique.

be divided between the Commission and The Protestant School Board of Greater Quebec according to sub-paragraph *b* of subsection 2 of section 422 of the Education Act.

Rôle
d'imposi-
tion.

30. La cité de Québec fait préparer, par ses officiers, le rôle d'imposition suivant les taux établis conformément à l'article précédent.

30. The city of Quebec shall have the collection roll prepared by its officers in accordance with the rates established under the preceding section. Collec-
tion roll.

Percep-
tion par
la cité.

31. Ces taxes sont connues sous le nom de taxes scolaires et elles doivent être perçues et recouvrées par la cité de Québec dans le même temps et de la même manière que la taxe immobilière de la cité.

31. Such taxes shall be known as school taxes and shall be collected and recovered by the city of Quebec at the same time and in the same manner as the real estate tax of the city. Collec-
tion by
city.

Paie-
ment
par la cité.

32. La cité de Québec paie à la commission les taxes scolaires auxquelles elle a droit, chaque année, de la manière suivante, savoir: un dixième le 15 juillet, deux dixièmes le 15 octobre, quatre dixièmes le 15 novembre, un dixième les 15 janvier, 15 février et 15 mars respectivement.

32. The city of Quebec shall pay to the Commission the school taxes to which it is entitled, each year, in the following manner, to wit: one-tenth on July 15th, two-tenths on October 15th, four-tenths on November 15th, one-tenth on January 15th, February 15th and March 15th respectively. Payment
by city.

Idem.

33. Chacun de ces versements est exigible de la cité de Québec à son échéance, lors même que les taxes scolaires n'ont pas été perçues, et lesdits versements peuvent être recouverts de la cité de Québec par la commission.

33. Each of such instalments shall be exigible from the city of Quebec when it falls due, although the school taxes have not been collected, and the said instalments may be recovered by the Commission from the city of Quebec. Idem.

Retenue
par la cité.

34. La commission est autorisée à effectuer une entente avec la cité de Québec pour fixer le taux de la retenue à être faite par cette dernière pour compenser ses pertes par non recouvrement de la taxe scolaire et ses frais de perception de la dite taxe.

34. The Commission is authorized to make an agreement with the city of Quebec for the fixing of the rate of the deduction to be made by the latter as compensation for its losses through non-recovery of school taxes and its costs of collection of the said taxes. Compen-
sation to
city.

Disposi-
tions
abrogées
pour la
commis-
sion.

35. Les lois 32 Victoria, chapitre 16; 33 Victoria, chapitre 25; 34 Victoria, chapitre 12; 35 Victoria, chapitre 12; 39 Victoria, chapitre 51; 59 Victoria, chapitre 37, sont abrogés pour la commission seulement.

35. The acts 32 Victoria, chapter 16; 33 Victoria, chapter 25; 34 Victoria, chapter 12; 35 Victoria, chapter 12; 39 Victoria, chapter 51, and 59 Victoria, chapter 37, are repealed for the Commission only. Provisions
repealed
for Com.

Disposi-
tions
abrogées.

Les lois 54 Victoria, chapitre 52; 6 Édouard VII, chapitre 87; 8 Édouard VII, chapitre 32; 3 George V, chapitre 28; 5 George V, chapitre 37; 8 George V, chapitre 40; 11 George V, chapitre 51; 13 George V, chapitre 42; 14 George V, chapitre 36; 15 George V, chapitre 46; 16 George V, chapitre 48; 18 George V, cha-

The acts 54 Victoria, chapter 52; 6 Edward VII, chapter 87; 8 Edward VII, chapter 32; 3 George V, chapter 28; 5 George V, chapter 37; 8 George V, chapter 40; 11 George V, chapter 51; 13 George V, chapter 42; 14 George V, chapter 36; 15 George V, chapter 46; 16 George V, chapter 48; 18 George V, chapter 54; Provisions
repealed.

pitre 54; 19 George V, chapitre 50; 20 George V, chapitre 57; 21 George V, chapitre 61; 23 George V, chapitre 57; 25-26 George V, chapitre 54; 1 George VI, chapitre 67; 11 George VI, chapitre 79; 14 George VI, chapitre 78; 1-2 Elizabeth II, chapitre 113; 3-4 Elizabeth II, chapitre 108; 4-5 Elizabeth II, chapitre 65; 5-6 Elizabeth II, chapitre 17; 6-7 Elizabeth II, chapitre 51 et 7-8 Elizabeth II, chapitre 130 sont abrogées.

19 George V, chapter 50; 20 George V, chapter 57; 21 George V, chapter 61; 23 George V, chapter 57; 25-26 George V, chapter 54; 1 George VI, chapter 67; 11 George VI, chapter 79; 14 George VI, chapter 78; 1-2 Elizabeth II, chapter 113; 3-4 Elizabeth II, chapter 108; 4-5 Elizabeth II, chapter 65; 5-6 Elizabeth II, chapter 17; 6-7 Elizabeth II, chapter 51, and 7-8 Elizabeth II, chapter 130, are repealed.

Taux de
taxes va-
lidés, etc.

36. Les taux des taxes scolaires fixés par la cité de Québec pour l'exercice financier 1958-1959 sont déclarés valides et légaux, de même que les taux des taxes scolaires fixés par la Commission des écoles catholiques de Québec par résolution du 27 février 1959. La prescription desdites taxes pour l'exercice financier 1959-1960 ne commence à courir qu'à compter du premier juillet 1962.

36. The rates of the school taxes fixed by the city of Quebec for the fiscal year 1958-1959 are declared valid and legal as also are the rates of the school taxes fixed by The Catholic School Commission of Quebec by resolution of the 27th of February 1959. Prescription of the said taxes for the fiscal year 1959-1960 shall commence to run from the first of July 1962 only.

Certain
tax rates
validated,
etc.

Entrée en
vigueur.

37. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

37. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.